

# 1. Comment se répartissent les recettes des APU ?

## Réponse tableau p.3 du document *INSEE Première*

### ► 4. Principales dépenses et recettes des administrations publiques en 2023

Dépenses et recettes	Administrations publiques centrales		Administrations publiques locales		Administrations de sécurité sociale		Ensemble des administrations publiques <sup>1</sup>	
	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)
<b>Total des dépenses<sup>1</sup></b>	<b>665,7</b>	<b>+1,2</b>	<b>315,6</b>	<b>+7,0</b>	<b>735,3</b>	<b>+4,0</b>	<b>1 608,5</b>	<b>+3,7</b>
Dépenses de fonctionnement <sup>2</sup> , dont :	233,8	+6,0	155,7	+6,7	127,3	+5,2	516,8	+6,0
Consommations intermédiaires <sup>2</sup>	59,6	+9,7	60,3	+9,8	37,6	+8,4	157,5	+9,4
Rémunérations des salariés	171,1	+4,8	92,6	+4,8	82,5	+4,0	346,2	+4,6
Intérêts versés <sup>2</sup>	41,0	-11,0	5,1	+28,6	4,2	+45,6	50,1	-4,9
Prestations sociales en espèces et en nature	125,3	+1,0	30,2	+3,7	554,3	+3,8	709,9	+3,3
Transferts courants entre administrations publiques	68,5	+2,7	6,3	-1,7	18,9	-11,2	0,0	///
Autres transferts et subventions	150,0	-1,7	52,3	+4,3	20,4	+4,5	208,4	+0,2
Acquisitions nettes d'actifs non financiers, dont :	47,2	-0,7	66,0	+11,4	10,1	+19,7	123,2	+7,0
Formation brute de capital fixe	47,2	+4,3	63,6	+12,2	10,0	+20,1	120,8	+9,5
<b>Total des recettes<sup>1</sup></b>	<b>508,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>305,7</b>	<b>+4,0</b>	<b>748,5</b>	<b>+4,6</b>	<b>1 454,5</b>	<b>+2,1</b>
Impôts et cotisations sociales	414,4	-2,5	179,1	+2,7	686,5	+4,3	1 280,0	+1,8
Recettes de production	48,4	+4,8	46,7	+6,6	26,3	+4,3	121,3	+5,4
Revenus de la propriété	11,0	+12,9	4,0	+8,5	3,9	+30,4	18,7	+15,3
Autres transferts	34,7	-20,6	75,9	+5,4	31,8	+8,8	34,5	-4,9
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement</b>	<b>-157,2</b>	<b>///</b>	<b>-9,9</b>	<b>///</b>	<b>13,2</b>	<b>///</b>	<b>-153,9</b>	<b>///</b>

/// : absence de résultats due à la nature des choses.

<sup>1</sup> Dans la colonne « Ensemble des administrations publiques », les transferts entre les trois sous-secteurs (administrations centrales, locales et de sécurité sociale) sont consolidés, si bien que les dépenses et recettes sont inférieures à la somme des dépenses et recettes des trois sous-secteurs.

<sup>2</sup> Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

**Lecture** : En 2023, les dépenses des administrations centrales s'élèvent à 665,7 milliards d'euros et augmentent de 1,2 % par rapport à 2022.

**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

## **Les recettes publiques ont 4 sources**

1. Les impôts et cotisations sociales : 88 % des recettes publiques en 2023

2. Des recettes de leurs ventes constituées essentiellement de la vente de leur production marchande : 8,3 % des recettes publiques en 2023

3. Des revenus de la propriété

4. Des « autres transferts »

## 2. Quel est le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB ? Comment a-t-il évolué ?

Réponse tableau p.1 du document *INSEE Première*

### ► 1. Principaux ratios de finances publiques

en % du PIB

Ratio de finances publiques	2020	2021	2022	2023
Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques	-8,9	-6,6	-4,7	-5,5
Dette publique (brute) <sup>1</sup>	114,8	112,7	111,2	109,9
Dette publique nette <sup>2</sup>	101,6	100,5	101,0	101,7
Recettes publiques	52,8	52,9	53,7	51,5
Dépenses publiques	61,7	59,5	58,4	57,0
Prélèvements obligatoires <sup>3</sup>	44,3	44,2	45,0	43,2

1 Au sens du traité de Maastricht, voir **définitions**.

2 La dette publique nette est égale à la dette publique brute diminuée de certains éléments d'actif, voir **définitions**.

3 Le taux de prélèvements obligatoires est calculé hors crédits d'impôt.

**Lecture** : En 2023, le déficit des administrations publiques représente 5,5 % du PIB.

**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

La part des PO dans le PIB a atteint 43,2 % du PIB en 2023

## À court terme

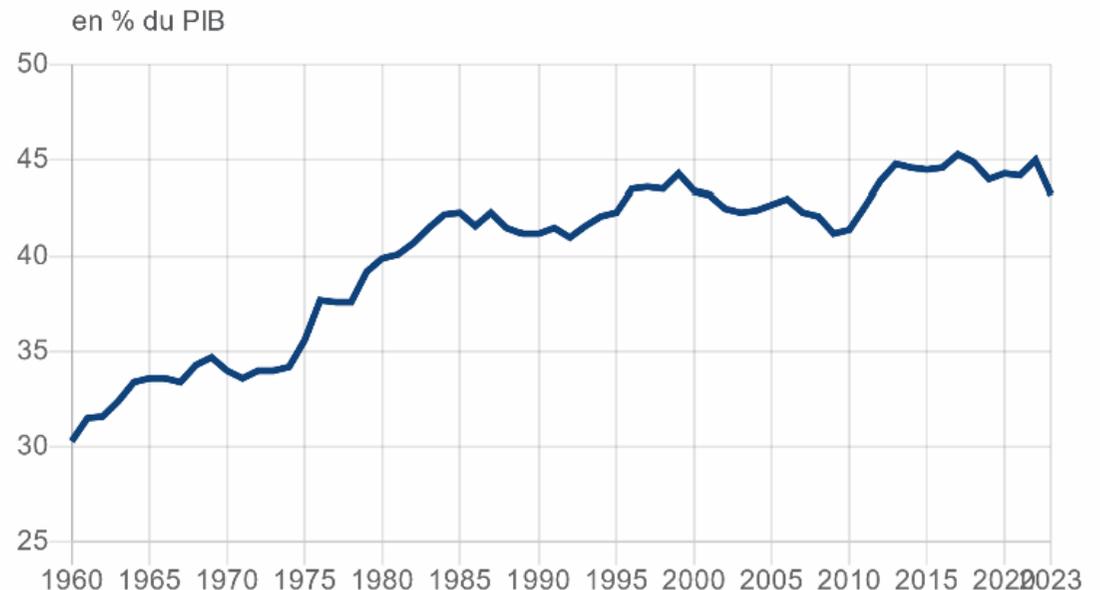
Ce poids a été relativement stable entre 2020 et 2021...

... Mais il a augmenté de 0,8 point entre 2021 et 2022

... Pour baisser en 2023 à un niveau inférieur de 1 point à celui de 2020

À long terme ce poids a augmenté : Les PO représentaient environ 30 % du PIB en 1960, ils ont donc augmenté de 44 % par rapport à cette date :

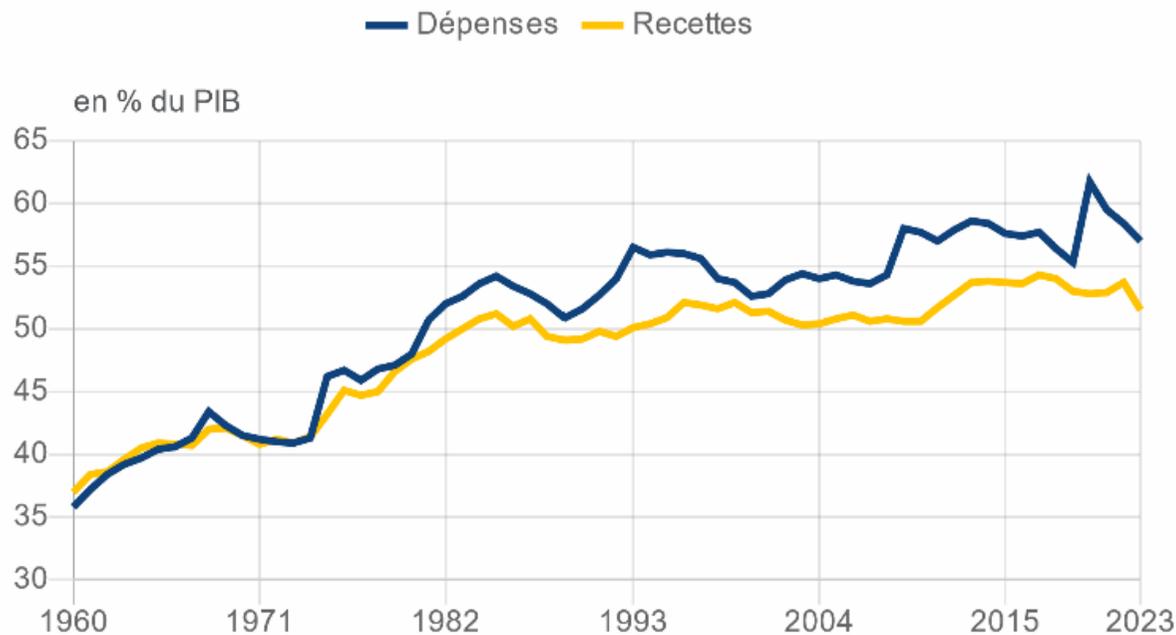
Part des prélèvements obligatoires



# Justification de la loi de Wagner dans le cas français

Les PO ont augmenté parce que les dépenses publiques ont augmenté, ce dont témoigne le document sur le site de l'INSEE

## Dépenses et recettes publiques



## Données complémentaires

En 2022, la France est le pays de l'UE dans lequel le poids des PO dans le PIB est le plus élevé

48 % du PIB pour la France

41,1 % pour la moyenne de l'UE

41,9% pour la zone euro

# 3. Comment se répartissent les dépenses des APU ?

## Réponse p.3 du document *INSEE Première*

### ► 4. Principales dépenses et recettes des administrations publiques en 2023

Dépenses et recettes	Administrations publiques centrales		Administrations publiques locales		Administrations de sécurité sociale		Ensemble des administrations publiques <sup>1</sup>	
	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2023/2022 (en %)
<b>Total des dépenses<sup>1</sup></b>	<b>665,7</b>	<b>+1,2</b>	<b>315,6</b>	<b>+7,0</b>	<b>735,3</b>	<b>+4,0</b>	<b>1 608,5</b>	<b>+3,7</b>
Dépenses de fonctionnement <sup>2</sup> , dont :	233,8	+6,0	155,7	+6,7	127,3	+5,2	516,8	+6,0
Consommations intermédiaires <sup>2</sup>	59,6	+9,7	60,3	+9,8	37,6	+8,4	157,5	+9,4
Rémunérations des salariés	171,1	+4,8	92,6	+4,8	82,5	+4,0	346,2	+4,6
Intérêts versés <sup>2</sup>	41,0	-11,0	5,1	+28,6	4,2	+45,6	50,1	-4,9
Prestations sociales en espèces et en nature	125,3	+1,0	30,2	+3,7	554,3	+3,8	709,9	+3,3
Transferts courants entre administrations publiques	68,5	+2,7	6,3	-1,7	18,9	-11,2	0,0	///
Autres transferts et subventions	150,0	-1,7	52,3	+4,3	20,4	+4,5	208,4	+0,2
Acquisitions nettes d'actifs non financiers, dont :	47,2	-0,7	66,0	+11,4	10,1	+19,7	123,2	+7,0
Formation brute de capital fixe	47,2	+4,3	63,6	+12,2	10,0	+20,1	120,8	+9,5
<b>Total des recettes<sup>1</sup></b>	<b>508,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>305,7</b>	<b>+4,0</b>	<b>748,5</b>	<b>+4,6</b>	<b>1 454,5</b>	<b>+2,1</b>
Impôts et cotisations sociales	414,4	-2,5	179,1	+2,7	686,5	+4,3	1 280,0	+1,8
Recettes de production	48,4	+4,8	46,7	+6,6	26,3	+4,3	121,3	+5,4
Revenus de la propriété	11,0	+12,9	4,0	+8,5	3,9	+30,4	18,7	+15,3
Autres transferts	34,7	-20,6	75,9	+5,4	31,8	+8,8	34,5	-4,9
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement</b>	<b>-157,2</b>	<b>///</b>	<b>-9,9</b>	<b>///</b>	<b>13,2</b>	<b>///</b>	<b>-153,9</b>	<b>///</b>

/// : absence de résultats due à la nature des choses.

<sup>1</sup> Dans la colonne « Ensemble des administrations publiques », les transferts entre les trois sous-secteurs (administrations centrales, locales et de sécurité sociale) sont consolidés, si bien que les dépenses et recettes sont inférieures à la somme des dépenses et recettes des trois sous-secteurs.

<sup>2</sup> Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

**Lecture** : En 2023, les dépenses des administrations centrales s'élèvent à 665,7 milliards d'euros et augmentent de 1,2 % par rapport à 2022.

**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

## **Les dépenses des APU sont classées en 5 catégories**

1. Les prestations sociales en espèce et en nature : Presque 44 % des dépenses des APU en 2023

2. Les dépenses de fonctionnement : 32 % des dépenses des APU en 2023

**=> les 3/4 (44 % + 32 % = 76 %) des dépenses des APU viennent des opérations de redistribution et de la production non marchande**

3. Les transferts et subventions versés à d'autres SI

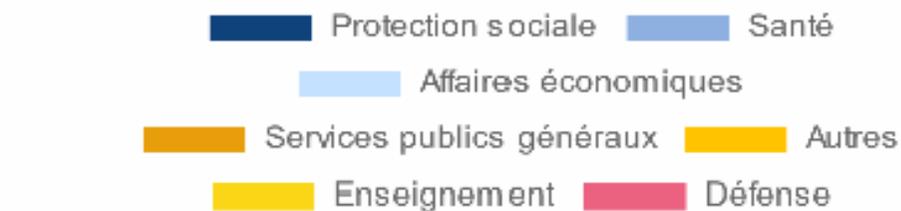
4. Les acquisitions nettes d'actifs non financiers

5. Les intérêts versés à d'autres SI : C'est la charge de la dette. Son évolution doit être comparée à celle des recettes publiques pour éviter l'enclenchement d'une boucle auto-entretenue déficit public-dette publics

# Tableau de bord de l'économie française sur les APU

Attention, ce document renvoie aux données non pas de 2023 mais de 2022

## Structure des dépenses publiques en 2022



1. Protection sociale : 1<sup>er</sup> poste de dépense publique en 2022 (40,8 % des dépenses)
2. La santé : 2<sup>ème</sup> poste (15,6%)
3. Les affaires économiques : 3<sup>ème</sup> poste (11,5%)
4. Les services publics généraux : 4<sup>ème</sup> poste (10,6%)
5. L'enseignement : 5<sup>ème</sup> poste (9%)

## Données complémentaires

La France est également le 1<sup>er</sup> pays européen en ce qui concerne les poids des dépenses publiques dans le PIB

58,8 % du PIB en France en 2022

49,7 % en moyenne dans l'UE

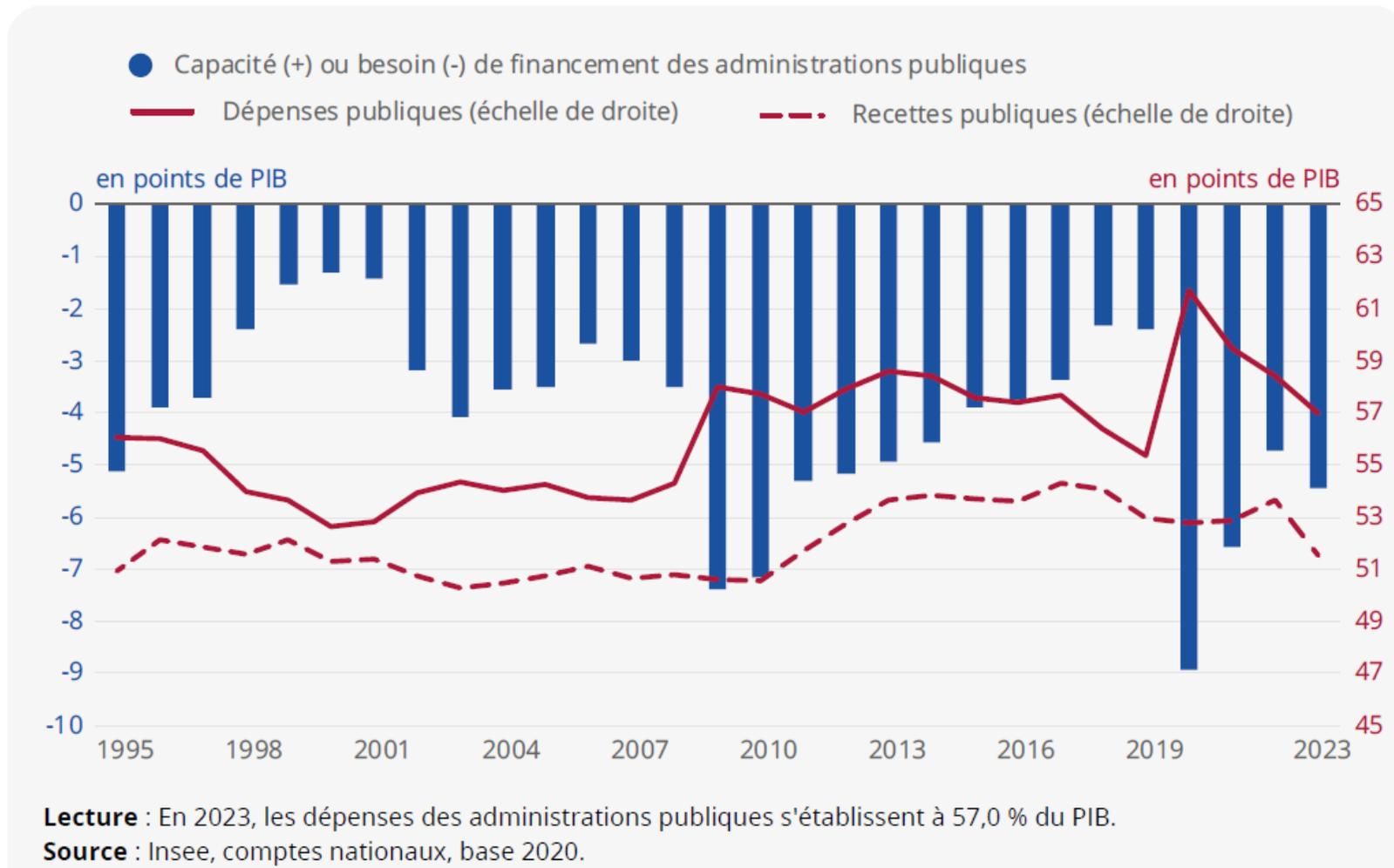
50,6 % en moyenne dans l'UEM

### **À retenir**

La France est le des pays qui prélève le plus également parce qu'il est celui qui dépense le plus

# 4. D'où vient le déficit public et la dette publique ? Comment ont-ils évolué ? Réponse p.2 du document *INSEE Première*

## ► 2. Dépenses et recettes publiques entre 1995 et 2023



## Éléments de réflexion sur la dette publique

La dette publique augmente sous l'effet du creusement des déficits publics

Ce creusement ne signifie pas nécessairement que « l'État vit au-dessus de ses moyens ». En effet :

- Le déficit se creuse naturellement en période de crise ou de ralentissement économique

**=> Le déficit public peut être conjoncturel**

- Ce faisant la baisse des recettes et l'augmentation des dépenses limitent le ralentissement de l'activité économique

**=> Le déficit public joue un rôle de stabilisateurs automatiques**

- Les dépenses publiques ont, contrairement aux dépenses privées, un **effet multiplicateur**

- **Un État a une durée de vie illimitée**, il a donc la capacité de rembourser sa dette via l'émission d'une nouvelle dette

=> Le problème c'est l'écart entre le taux d'intérêt auquel l'État emprunte et le taux de croissance de l'économie

- Quand le déficit public provient d'investissements publics, il a comme contrepartie une augmentation du patrimoine du pays

=> Le problème n'est donc pas de constater une augmentation de la dette mais de **savoir si cette dette augmente le patrimoine**

Cette réflexion sur la dette publique est à compléter par la lecture de l'ouvrage

Les économistes atterrés, *La Dette Publique - Précis D'économie Citoyenne*, 2021, éditions du Seuil